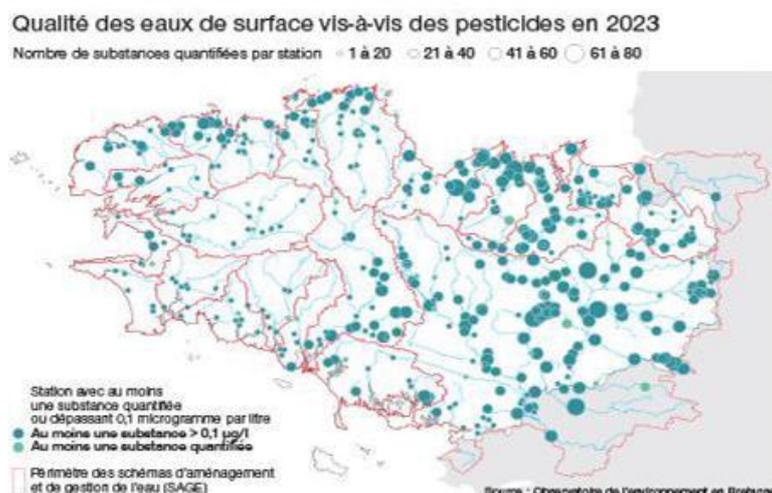


## La Région se rêve en laboratoire face aux pesticides



En Bretagne, 448 stations analysent la qualité des cours d'eau bretons. Dans 98 % des prélèvements réalisés, au moins un pesticide a été détecté.

infographie Ouest-France

En 2019, un maire breton prenait un arrêté, jugé illégal, pour limiter l'usage des pesticides. Six ans plus tard, le projet de loi Duplomb fait tanguer l'Assemblée nationale. La Région rêve de consensus.

Daniel Cueff et son petit bidon jaune ont mis le feu en France en mai 2019.

À l'époque, le Breton est maire d'un village rural à quelques kilomètres de Rennes. Il prend un arrêté municipal pour interdire l'usage des pesticides à moins de 150 mètres d'un lieu de vie.

La préfecture le refuse, considérant que ce n'est pas la compétence d'une commune. L' élu saisit le tribunal et le combat se transforme en symbole.

La défense de la qualité de l'air devient un sujet national et la tension monte entre les pour et les contre. Le président de la République Emmanuel Macron tente la position du grand écart. « **Le maire de Langouët dans son intention a raison mais...** », pirouette le chef de l'État qui promet que la France se penchera vite sur le sujet.

Presque jour pour jour, lundi 26 mai, le débat sur l'utilisation des pesticides enflamme de nouveau l'opinion. Le projet de loi Duplomb qui prévoit, entre autres, la réintroduction de néonicotinoïdes est vu comme un

énorme bond en arrière par les associations environnementales, des scientifiques, des politiques.

### « Les derniers soubresauts du monde conservateur »

Ses défenseurs y voient juste un petit pas de côté, indispensable pour sauver la production alimentaire du pays. Parmi eux, des députés qui ont pu faire sortir le texte de l'Assemblée nationale pour qu'il soit examiné en petit comité.

**« Ce sont les derniers soubresauts du monde conservateur »,** considère Daniel Cueff, devenu vice-président à la Région Bretagne. **« Ce qui saute aux yeux, c'est le bouillonnement visible. Mais profondément, quelque chose a changé depuis 2019, assure l'ancien maire. Plus personne ne conteste la dangerosité des pesticides. Il y a six ans, on me disait que je prenais bien des médicaments quand j'étais malade et que, pour les plantes, c'était pareil. Ça ne passe plus aujourd'hui. »**

La Bretagne pourrait être un beau laboratoire selon Loïg Chesnais-Girard, le président de Région qui défend l'idée d'une politique agricole commune régionalisée.

**« C'est vrai que cela aurait du sens, reconnaît Daniel Cueff. En Bretagne, on sait trouver le chemin qui transcende les courants politiques quand on parle à l'échelle de la commune. C'est une méthode partagée qu'on a faite avec la loi Pinel, le Zan. On discute, on cherche, on trouve. »**

Un rêve qui, s'il pouvait se réaliser, serait un sacré signal en France.

Car si la Bretagne, terre agricole ancrée sur un secteur agroalimentaire puissant, passait le cap, ce serait un pas de géant.

**Karin CHERLONEIX.**

**Lundi 2 juin**, un documentaire consacré à cet arrêté anti pesticides de Langouët, où on en est aujourd'hui sera projeté à Rennes à 18 h, à l'Ubu.